

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Syndicats (France) > **Congrès de la CGT santé : quand les militants imposent leur démocratie !**

Congrès de la CGT santé : quand les militants imposent leur démocratie !

samedi 11 avril 2015, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2015).

Du 23 au 27 mars avait lieu le 11^e congrès de la fédération CGT de la santé et de l'action sociale. Il a débuté dans un contexte de crise...

En janvier, suite à la démission de Thierry Lepaon, la représentante de la fédération au Comité national confédéral (l'instance large de direction de la confédération) n'avait pas respecté son mandat : ne pas soutenir la proposition de l'équipe Martinez. Un déni de démocratie ! Déjà, les critiques fusaient sur la politique de la fédération, très attentiste, alors que le gouvernement accélère la politique d'austérité dans le secteur de la santé.

La dernière action nationale date de juin 2013. Depuis, rien, cela alors que des luttes ont lieu dans des établissements pour dénoncer les conditions de travail insupportables et que la direction a refusé de s'engager au côté de la « convergence des luttes contre l'hôstérité ».

Un élément déclencheur

En janvier, 24 militantEs de la CE sortante ont signé une déclaration dénonçant le manque de démocratie. Une brèche dans laquelle une majorité de déléguéEs se sont engouffrés. Durant le congrès, s'est exprimée la nécessité d'avoir une fédération démocratique, et de préparer l'offensive pour faire reculer le gouvernement et les patrons du secteur privé.

Les votes de congrès ont confirmé la colère des militantEs. Le discours de Nathalie Gamiochipi, secrétaire sortante, n'a été adopté qu'à 68 %. Le bilan d'activité a, lui, été rejeté à 56,3 %. Et le bilan financier tout autant : 226 contre et 161 pour.

Le texte d'orientation, largement amendé, a été voté à 85,3 %. Il donne le ton : « *impulser une meilleure coordination de notre activité dans toute la CGT, une orientation lutte de classes, coordonner, soutenir les luttes et préparer les mobilisations d'ampleur nécessaires contre le patronat et le gouvernement, qui n'ont jamais été aussi offensifs contre les salariés* ».

La lutte pour faire respecter la démocratie

Le bureau de congrès a tout fait pour passer en force. L'élection de la commission des candidatures à la commission exécutive (CE) a été symptomatique d'une direction antidémocratique. Dès le premier jour, une centaine de déléguéEs ont dû envahir l'estrade pour imposer l'élection d'une commission ouverte majoritairement aux déléguéEs des régions.

La commission finalement réunie n'a pu travailler jusqu'au bout en raison du départ de Nathalie Gamiochipi et de ses alliéEs, refusant que sa candidature soit remise en question. Et alors que la commission restante avait proposé que les délégués élisent la CE à partir de toutes les candidatures (84 en tout), le bureau de congrès a proposé une liste de 54 noms, liste accueillie au cri de « *Nous voulons les 84 !* » ou « *49-3 !* » Pour faire leur compte rendu, les représentantEs des régions à la

commission ont encore dû envahir la tribune pour exiger le micro qu'on leur refusait.

La future secrétaire générale, Mireille Stivala qui avait demandé à intervenir, s'est rendue elle aussi à la tribune... et, là encore, le micro a été coupé !

Ce n'est qu'un début...

La nouvelle secrétaire, Mireille Stivala, a finalement été élue par 21 voix contre 17 pour Christophe Prudhomme, soutien de Nathalie Gamiochipi.

Les délégués ont imposé la démocratie et balayé l'ancien bureau. Cette situation révèle à quel point les militantEs sont révoltés et prêts à se battre pour un outil utile aux luttes. La suite dépendra de leur capacité à faire vivre la démocratie à tous les niveaux dans la CGT, à se réapproprier leur syndicat.

CorrespondantEs

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 283 (02/04/2015).